



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 6 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 30 novembre 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etait excusé et représenté par pouvoir:

M. MONMARCHON à M. BALDES

Etait excusée:

Mme LANDAIS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

13 – COUVENT DES MINIMES ET CASERNEMENTS - CREATION DE TARIFS

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La ville de Blaye dispose, au sein de la Citadelle, et en particulier dans le Couvent des Minimes, d'espaces pouvant accueillir des bureaux de structures autres qu'associatives.

Afin de permettre cet usage, il s'avère nécessaire d'établir un loyer.

En application de l'article L1311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les projets d'opérations immobilières mentionnés à l'article L1311-10 du CGCT doivent être précédés, avant toute entente amiable, d'une demande d'avis de l'autorité compétente de l'Etat.

L'article L1311-10 du CGCT concerne notamment les baux, accords amiables et conventions quelconques ayant pour objet la prise en location d'immeubles de toute nature d'un loyer annuel, charges comprises, égal ou supérieur à un montant fixé par l'autorité administrative compétente. Par arrêté ministériel du 17 décembre 2001, ce seuil est fixé à 12 000 €.

Traditionnellement, la ville de Blaye sollicitait néanmoins les services de l'Etat afin de disposer d'une base dans le cadre de la négociation.

Par courrier du 30 juin 2016, la Direction Générale des Finances Publiques a indiqué qu'à compter du 1er août 2016, elle ne donnerait plus suite aux demandes qui n'entrent pas dans le cadre réglementaire.

Afin de déterminer néanmoins le loyer annuel se rapportant aux espaces présents dans le Couvent des Minimes, il a été décidé de prendre comme référence l'estimation réalisée le 22 juillet 2016 sur les casernements de la Citadelle.

En conséquence, le tarif applicable pour les espaces situés dans le Couvent des Minimes serait de 48 € / m² / an.

Il s'avère également nécessaire de définir un tarif d'occupation pour certains casernements à usage de lieux de stockage soit 30 € / m² / an.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver les loyers suivants :

- 48 € / m² / an pour les espaces situés au sein du Couvent des Minimes (les associations bénéficiant toujours de la gratuité)
- 30 € / m² / an pour les casernements utilisés à des fins de stockage.

Les recettes seront encaissées au chapitre 75 et à l'article 752 du budget principal.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 28 novembre 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 08/12/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20161206-42852-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

